

## **COMMUNIQUE DE PRESSE – FSU 64**



**PYRENEES  
ATLANTIQUES**

**A peine nommée, la ministre de l'Éducation Nationale dénigre l'école publique et justifie le séparatisme scolaire**

**Interrogée sur la scolarisation de ses enfants dans un établissement privé huppé (et réactionnaire), la ministre de l'Éducation Nationale s'est fendue d'une réponse aussi lunaire qu'insultante pour les personnels qu'elle devrait pourtant avoir pour mission de défendre.**

Les personnels de l'Éducation nationale sont habitué·es à ce que « leur ministre » ne fasse pas confiance à l'École publique : Bayrou, Ferry, Fillon, De Robien... et plus récemment Ndiaye ont choisi l'enseignement privé pour leurs enfants alors qu'ils avaient la charge de gérer et promouvoir l'école publique, laïque et obligatoire. Cependant, jamais aucun·e ministre de l'Éducation nationale n'avait osé revendiquer ce choix en dénigrant délibérément le service public d'éducation.

Feignant la franchise et l'honnêteté, la nouvelle Ministre de l'Éducation nationale, Mme Oudéa-Castéra a pris le parti d'offenser les personnels en les rendant responsables des dysfonctionnements de l'École publique, et notamment du « paquet d'heure pas sérieusement remplacées », dont sont amputés les parcours scolaires de millions d'élèves qui fréquentent l'enseignement public. Dès sa première intervention médiatique à la tête du plus important ministère du pays, Mme Oudéa-Castéra a enterré tout doute quant à sa volonté de défendre le service public d'éducation.

Ces propos sont d'une très grande violence pour les personnels qui s'épuisent, par conscience professionnelle, à faire vivre l'École publique au quotidien, malgré des moyens très insuffisants. Les personnels ne sont pas responsables des heures d'enseignement non remplacées, mais les ministres de l'Éducation nationale, les prédecesseurs de Mme Oudéa-Castera qui appliquaient la politique du même président de la république qu'aujourd'hui, oui ! La ministre a dit ses regrets d'avoir blessé certain·es enseignant·es. Ce très insuffisant *mea culpa* est révélateur de la déconnexion des membres du gouvernement avec la réalité de notre société.

**Pour la FSU 64, une ministre aussi éloignée de la vie des citoyennes et des citoyens de son pays ne peut pas rester à son poste.**

Une fois celle-ci remplacée, le cap devra être radicalement différent pour enfin répondre aux problématiques de l'École par des actes et non par de la communication. Salaires insuffisants, conditions de travail dégradées, inclusion des élèves en situation de handicap sans moyens, attractivité du métier... Les chantiers ne manquent pas ! Si Mme Oudéa-Castera veut que les heures soient assurées, qu'elle recrute des enseignant·es ! Et si elle veut recruter, qu'elle augmente les salaires pour recréer de l'attractivité pour nos métiers. Revalorisation salariale, refonte des grilles indiciaires, augmentation de la valeur du point d'indice, mobilisation de moyens pour la mise en œuvre d'une école réellement inclusive, mise en place d'un statut et d'un vrai salaire pour les AESH ... nous avons porté les solutions sur la table depuis des années, que la ministre s'en saisisse !

**La FSU 64 appelle les AESH, les professeur.e.s des écoles, les enseignant.e.s du second degré, les AED, les CPE et les psychologues scolaires à exprimer leur colère face aux politiques de l'école du tri social. Il s'agira aussi et surtout de montrer notre détermination à obtenir des moyens pour l'école publique en étant massivement dans les rues de Pau et Bayonne et en grève le 1<sup>er</sup> février à l'appel de l'intersyndicale FSU, Sud éducation, CGT Educ'action et FNEC-FP-FO.**